



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

N°25OCC08G

---

**Groupement de commande de Prestations d'intérim  
pour la Chambre de Commerce et d'Industrie  
d'Occitanie et les CCI Territoriales d'Occitanie**

---

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Mardi 13 janvier 2026 à 14:00**

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGIONALE OCCITANIE**

**5, rue Dieudonné Costes  
BP 80032  
31700 BLAGNAC**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.7 - Renouvellement.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.2.1 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes.....	4
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation.....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents à produire.....	6
5.1.1 - Prévention des conflits d'intérêts.....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
6.1 - Transmission électronique.....	7
6.2 - Transmission sous support papier.....	8
7 - Examen des candidatures et des offres.....	8
7.1 - Sélection des candidatures.....	8
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	8
7.2.1 - Méthode de notation.....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
7.3.1 - e-attestations.....	10
8 - Renseignements complémentaires.....	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
8.2 - Procédures de recours.....	10

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne des Prestations d'intérim pour l'ensemble des membres du groupement de commande de la CCI Occitanie, les CCI de : l'Aude, du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, du Tarn, du Tarn et Garonne, du Lot, et de la CCI de Toulouse Haute-Garonne et la CCIO.

La consultation ayant objet le choix d'un prestataire en charge de la réalisation de prestations de services pour la mise à disposition de personnels intérimaires nécessaires à la continuité des services des Chambres de Commerce et d'Industrie membres du groupement de commandes.

Lieu(x) d'exécution :

Départements de l'Aude (11), du Gard (30), de la Haute-Garonne (31), de Hérault (34), du Tarn (81), du Tarn et Garonne (82), des Pyrénées-Orientales (66), et du Lot (46).

Adresse des Membres du groupement :

MEMBRES DU GROUPEMENT	ADRESSE
Pouvoir Adjudicateur Coordonnateur du groupement de commande : CCI OCCITANIE	Siège 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 BLAGNAC cedex Site Pérols 99 impasse Adam Smith - Bâtiment B CS 8100 - 34477 PEROLS Cedex
CCI DE L'AUDE	3, Boulevard Camille Pelletan – CS 30011 – 11890 CARCASSONNE
CCI DU GARD	111 Chemin de la Tour de l'Evêque - CS 40005 - 30032 NIMES Cedex 01
CCI TOULOUSE/HAUTE-GARONNE	2 Rue Alsace Lorraine – 31000 TOULOUSE
CCI DE L'HERAULT	Zone aéroportuaire Montpellier Méditerranée - Avenue Jacqueline Auriol- CS 90066 - 34137 MAUGUIO Cedex
CCI LOT	Hôtel Consulaire 107 Quai Cavaignac - CS 10079 - 46002 CAHORS Cedex 9
CCI PYRENEES ORIENTALES	Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941 - 66020 PERPIGNAN Cedex
CCI TARN	1, avenue Général Hoche -81000 ALBI Cedex 9
CCI DU TARN ET GARONNE	53, avenue Léon Gambetta CS80527 - 82065 MONTAUBAN CEDEX

### 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum pour l'ensemble des prestations des lots 1 et 2 sur toute la durée du marché est de 900 000,00 € HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

#### 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lots géographiques :

Lot(s)	Désignation
01	Prestation d'intérim - Zone d'emploi de l'Aude (11), du Gard (30), de l'Hérault (34) et des Pyrénées-Orientales (66)
02	Prestation d'intérim - Zone d'emploi du Tarn (81), du Tarn et Garonne (82), du Lot (46), et de la Haute-Garonne (31)

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

#### 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) commun aux 3 lots :

Code principal	Description
79620000-6	Services de mise à disposition de personnel, y compris de personnel temporaire

#### 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

#### 1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## 2 - Conditions de la consultation

#### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

##### 2.2.1 - Forme juridique du groupement

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

#### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le présent accord-cadre est conclu pour une **durée initiale de douze mois (12) mois**, à compter du 2 mai 2026.

A l'issue de cette période initiale, il pourra être tacitement reconduit trois (3) fois, pour une durée de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, l'acheteur en informera le titulaire en respectant un préavis de trois (3) mois. La non-reconduction ne donnera aucunement lieu au versement d'indemnités.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

Sur fonds propres des établissements concernés par le présent accord-cadre.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Chaque CCI membre du groupement de commande, émet ses propres bons de commande.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots
- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) commun aux 2 lots
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) commun aux 2 lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun aux 2 lots (annexe 2 études de cas, et l'annexe 1 étendue des prestations)
- Le cadre de réponse Technique (CRT) commun aux 2 lots
- Annexe grille des emplois nationaux

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres et lien PLACE

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

**Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat, y compris en cas de groupement les habilitations nécessaires pour représenter les cotraitants ;

**Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :**

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Assurance contre les risques professionnels et notamment la garantie financière en cas de défaillance mentionnée à l'article L 1251-49 du code du travail ;

**Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :**

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### **Contenu de l'offre :**

Les soumissionnaires doivent fournir les éléments suivants :

- L'acte d'engagement (AE) complété pour chacun des lots
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) commun aux 2 lots complété (fournie au format PDF et copie excel)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) commun aux 2 lots complété (fournie au format PDF et copie excel)
- Le cadre de réponse contractuel du Mémoire Technique pour chacun des lots
- Annexe Etudes de cas complétées communes aux 2 lots

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

#### **5.1.1 - Prévention des conflits d'intérêts**

Par application de l'article L. 2141-10 du code de la commande publique toute personne en lien avec un conflit d'intérêts, qu'il soit direct ou indirect, devra être écartée de la procédure de sélection. Les soumissionnaires s'engagent à signaler immédiatement toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, que ce soit avec des membres de la commission d'appel d'offres ou toute autre personne impliquée dans la procédure. En cas de conflit d'intérêts avéré, l'offre concernée sera rejetée et la candidature de la personne impliquée écartée.

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, soit le **mardi 13 janvier 2026 à 14 :00**

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# **7 - Examen des candidatures et des offres**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **7.2 - Attribution des accords-cadres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.



Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

**Critère d'attribution du contrat des deux lots :**

<b>Prix des prestations</b> , apprécié au regard du montant total d'un détail quantitatif estimatif (DQE) basé sur les coefficients du bordereau des prix unitaires (BPU)	<b>40%</b>
<b>Valeur technique</b> de l'offre selon les éléments énoncés dans le cadre de réponse technique	<b>60%</b>
<b>2.1 Réactivité et organisation du service</b> <i>Délais de réponse et de mise à disposition, organisation locale, vivier disponibles correspondant aux différentes familles d'emploi visées dans le CCP, et gestion CVthèque, volumétrie d'intérimaires disponibles et en poste pour ces mêmes missions sur les douze derniers mois par département de la zone d'emploi.</i>	20,00
<b>2.2 Outils de gestion et de suivi de la prestation avec présentation de l'outil</b> <i>Qualité, ergonomie et pertinence de l'outil: suivi contrats, heures, reporting, accessibilité et facilité d'utilisation</i>	10,00
<b>2.3 Suivi et livrables opérationnels</b> <i>Qualité et pertinence des livrables, (avec 2 exemples anonymisés), fréquence, méthodologie, exemples concrets</i>	10,00
<b>2.4 Expérience et qualifications de l'équipe dédiée (personnel du soumissionnaire)</b> <i>à l'exécution de la prestation, interlocuteur dédié par zone d'emploi</i>	10,00
<b>2.5 Etude de cas</b> Réponses aux études de cas proposés (dont proposition de candidature) Le candidat répondra aux études de cas sur la base des <b>fiches de Demande d'intervention en interim</b> en annexe au CCP dans les mêmes conditions que s'il est titulaire du marché. Ainsi, il sera jugé au regard de la pertinence et de adéquation entre les CV présentés et les besoins exprimés dans la « <b>Demande d'intervention en interim</b> »	10,00

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Par principe, l'analyse des prix s'effectue sur la base des prix exprimés en € HT. Lorsqu'au moins un candidat présente un ou plusieurs prix avec un taux de TVA différent que le reste de candidats, l'analyse du critère prix s'effectue sur la base des prix exprimés en TTC.

### 7.2.1 - Méthode de notation

**• La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :**

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* 40

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère.

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

• **La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :**

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique se fera sur la base suivante :

Aucun renseignement	soit : 0 point
Insuffisant	soit : 1/5 <sup>ème</sup> des points
Correct	soit : 2/5 <sup>ème</sup> des points
Satisfaisant	soit : 3/5 <sup>ème</sup> des points
Très satisfaisant	soit : 4/5 <sup>ème</sup> des points
Parfaitement adapté	soit : le total des points

**Les sous-critères sont détaillés au sein du cadre de réponse technique /60 :**

2.1- Réactivité et organisation du service de la prestation avec présentation de l'outil ... /20

2.2- Outils de gestion et de suivi.../10

2.3- Suivi et livrables opérationnels .../10

2.4- Experience et qualifications .../10

2.5- Etude de cas .../10

**7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

**7.3.1 - e-attestations**

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante: <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

## **8 - Renseignements complémentaires**

**8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

**8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse  
68 Rue Raymond IV  
BP 7007  
31068 TOULOUSE Cedex CEDEX 07

Tél : 0562735757

Courriel : [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL)

Secrétariat du CCIRA de Bordeaux

Cité Administrative

2, rue Jules Ferry

33090 BORDEAUX Cedex

Tél : 05 54 68 99 56

Courriel : [dreets-na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-na.polec@dreets.gouv.fr)